

LES SANS = TRAVAIL

Deux autres propositions

La question des sans-travail reste, en dépit des manoeuvres des partis qui cherchent à s'assurer la meilleure plateforme électorale, d'une douloureuse actualité. Elle se rattache d'ailleurs à toute une série de problèmes antérieurs ou connexes à la guerre; elle est, dans une large mesure, le résultat de notre système d'immigration à outrance, de la folle spéculation sur l'immeuble, etc.

Mais ce n'est point la cause qui importe aujourd'hui, ce sont les remèdes. Nous en signalions un, l'autre jour: la mise en valeur au bénéfice des sans-travail — comme on l'a fait à Régina et comme le recommande un haut fonctionnaire fédéral, M. James — des terrains inutilisés qui entourent les grandes villes et qui sont si nombreux à Montréal. On nous permettra bien aujourd'hui de rappeler l'attention du public sur deux autres projets qui tendent au même but: diminuer le nombre des sans-travail et augmenter la production.

Le premier émane de M. le docteur Brisson et lui tient au coeur depuis longtemps. C'est la création d'un bureau destiné à faciliter le retour à la terre des citadins qui pourraient le désirer. M. Brisson a réussi à rallier à son opinion une partie des hommes d'affaires de Montréal. Nous espérons que la Chambre de Commerce, qui s'intéresse au projet, pourra prochainement donner à ce projet forme et figure pratiques.

Le second nous est soumis par un homme d'affaires très patriote et très au courant de la production agricole. Pourquoi, dit-il, n'emploierait-on pas une partie des sommes que l'on veut consacrer au soulagement des sans-travail à faire de la colonisation? Il y a tant d'espace libre dans nos provinces...

Et notre correspondant a calculé qu'avec \$700 par colon, le gouvernement pourrait faire faire à celui-ci quinze acres de terre, lui bâtir un chantier, une étable, lui fournir un cheval, une vache et les autres animaux domestiques nécessaires. Il a pareillement calculé qu'avec la même somme, le gouvernement pourrait avancer des provisions pour une valeur de \$15 de l'acre au colon qui voudrait faire sa terre lui-même et lui fournir le montant nécessaire pour qu'il se bâtisse un chantier, une étable, etc., comme l'autre colon. Le tout, ajoute notre ami, resterait propriété du gouvernement jusqu'à ce que le colon ait démontré qu'il peut réussir comme agriculteur, alors que le gouvernement lui donnerait une promesse de vente; le titre définitif ne serait concédé que lorsque le colon se serait acquitté d'une partie de sa dette.

Notre ami calcule encore qu'avec chaque million on pourrait établir 1,400 colons, ce qui, au chiffre minimum de trois par famille, représenterait une population de 4,200 personnes secourues. Et le gouvernement aurait chance de se faire rembourser ou de resser au moins avec une propriété déjà ouverte et qui pourrait être revendue...

Ces projets sont peut-être très terre-à-terre, mais ils ont l'avantage, semble-t-il, d'être réalisables. Ils peuvent en tout cas servir de base à une discussion qui s'impose et qui exige des conclusions pratiques.